

OUZBÉKISTAN

DÉCLARATION DU GOUVERNEUR – M. SARDOR OUMOURZAKOV

Conception de la stratégie de la BERD pour les cinq prochaines années

Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la BERD

Londres, 7-8 octobre 2020

La BERD est récemment devenue un partenaire fort et fiable de l'Ouzbékistan. Elle a apporté une contribution considérable au programme exhaustif de réformes du pays, initié par le Président de la République d'Ouzbékistan.

Ces trois dernières années, le portefeuille d'investissement de la Banque en Ouzbékistan, qui partait pratiquement de zéro, a vite dépassé la barre de 1 milliard d'euros. Notre pays a bénéficié de l'assistance technique de la BERD, qui a appuyé les réformes dans de nombreux secteurs, y compris le développement des marchés de capitaux et financiers, la restructuration du secteur de l'électricité et l'appui à la préparation de la privatisation de banques commerciales détenues par l'État.

Avec la collaboration et l'assistance de la BERD, sous l'égide du Président de notre pays, nous avons créé le Conseil des investisseurs étrangers afin de représenter les entreprises internationales, les institutions financières qui investissent et exercent leurs activités en Ouzbékistan. Nous sommes fermement convaincus que le Conseil jouera un rôle majeur en améliorant le climat de l'investissement, en aidant à remédier aux préoccupations dans l'univers des investisseurs, et servira de plateforme de dialogue et de consultation à haut niveau.

À mesure que l'Ouzbékistan progresse sur la voie des réformes, les activités de la BERD acquerront une importance croissante, qu'il s'agisse d'opérations d'investissement, de conseils en matière de politiques ou d'assistance technique pour la mise en œuvre de réformes et de transformations structurelles, qui amélioreront le climat des affaires et favoriseront le renforcement des capacités.

Le Cadre stratégique et capitalistique (CSC) 2021-25 a défini un certain nombre d'objectifs et d'aspirations spécifiques.

Nous sommes particulièrement satisfaits de l'attention grandissante portée par la Banque aux pays aux premiers stades de la transition. De notre point de vue, cela devrait se traduire par une augmentation de la part du volume annuel d'investissements et une plus forte exposition de la BERD dans ces pays.

Nous sommes très favorables à l'objectif qui consiste à assurer un appui et une aide supplémentaires aux pays d'opérations en ces temps où l'économie mondiale est confrontée à des problèmes sans précédent. Parallèlement, nous tenons à progresser dans la mise en œuvre des réformes économiques et structurelles, malgré tous les problèmes soulevés par la pandémie. À cet égard, il est rassurant de constater, dans le nouveau CSC, la volonté de préserver et d'accélérer la transition dans les pays d'opérations dans ce contexte de COVID-19.

Nous notons que les efforts de la Banque visant à générer un impact sur la transition en mobilisant des financements et en attirant les investissements privés, comptent parmi les objectifs stratégiques durant la période du CSC. Nous pensons aussi que la BERD a non seulement les moyens mais aussi les capacités pour obtenir encore plus de résultats dans ce sens.

Nous nous réjouissons de l'augmentation des activités de prêts, à 13 milliards par an, et nous sommes convaincus que la Banque continuera d'adhérer aux normes les plus rigoureuses de saine gestion bancaire et respectera toutes les exigences prudentielles, en conservant sa note institutionnelle « AAA » tant appréciée.

Nous avons une haute considération pour l'engagement et la participation dynamiques de la Banque concernant la transition vers une économie verte faiblement carbonée. L'Ouzbékistan a récemment amorcé la réforme de son secteur énergétique, la première étape s'étant matérialisée par le lancement de plusieurs projets de production d'électricité alternative à partir, entre autres, des énergies solaire et éolienne, pour que le pays respecte ses engagements climatiques nationaux dans le cadre de l'Accord de Paris. Par son soutien technique, la BERD joue un rôle déterminant dans l'élaboration de la stratégie de décarbonation à long terme, explorant une transition viable pour le secteur de l'électricité, l'objectif à terme étant de parvenir à la neutralité carbone dans les années 2050.

Nous sommes reconnaissants à la Banque et à sa direction pour la réaction rapide et la réponse indispensable et opportune qui ont été les leurs face aux difficultés des pays d'opérations en proie à la pandémie

et à son impact sur leurs économies. Nous encourageons la BERD à continuer d'apporter un appui à ses clients les plus durement frappés sous forme de liquidités supplémentaires et de financements concessionnels, et d'explorer plus avant d'autres solutions de soutien innovantes.

Fournir une assistance aux PME en temps voulu pour affronter et surmonter la crise doit devenir une grande priorité de la Banque, au regard des problèmes auxquels elles sont confrontées actuellement. L'intensification de l'appui financier aux PME, par des prêts directs et, surtout, par l'intermédiaire des institutions financières partenaires (IFP), est de notre point de vue primordiale. Les spécialistes bancaires de la BERD étant soumis à des restrictions entravant leurs déplacements et l'acquisition de nouveaux clients, le recours aux réseaux étendus des IFP sur le terrain pourrait devenir le moyen le plus efficace de couvrir un marché en phase de croissance rapide. De notre point de vue, la Banque devrait envisager d'accentuer ses efforts pour identifier et introduire de nouvelles IFP dans son réseau existant, afin de renforcer le soutien indispensable aux PME. La Banque pourrait par exemple commencer par faire participer plus activement les banques publiques – celles destinées à être privatisées, afin de disposer de canaux supplémentaires pour augmenter le volume des prêts rétrocédés au secteur des PME.

La pandémie de COVID-19 a exercé des pressions considérables sur les systèmes de santé de nombreux pays ; le phénomène a été encore plus marqué dans les pays en développement. Pendant la période couverte par le prochain CSC, nous espérons voir la BERD renforcer la priorité accordée aux opérations d'investissements dans le secteur de la santé et la mobilisation de financements du secteur privé pour appuyer les établissements de soin dans ses pays d'opérations, afin de les rendre plus attrayants pour les investisseurs privés.

Nous sommes convaincus que la BERD devrait participer activement au processus de réforme en mettant tout particulièrement l'accent sur la transformation du secteur financier, ce qui aiderait les pays à réduire les obstacles à la concurrence et à l'innovation financière.

Compte tenu de l'importance décisive de la privatisation et de la mobilisation d'investissements directs étrangers pour mettre en place des économies compétitives durables, nous aimerions voir la Banque jouer un rôle de premier plan dans l'appui à la privatisation du secteur bancaire ouzbek et la mobilisation d'investisseurs stratégiques en faveur de ce secteur.

Le soutien de la BERD dans la mise en œuvre de réformes de gouvernance et l'introduction de pratiques bancaires modernes serviraient de catalyseurs pour transformer le secteur, en le préparant à une éventuelle privatisation. Une assistance technique accrue serait aussi déterminante pour réaliser ces objectifs.

Bien que nous apprécions grandement le soutien fourni par la BERD aux institutions financières, l'accent portant tout particulièrement sur le secteur bancaire, nous souhaiterions qu'un appui supplémentaire soit fourni aux institutions financières non bancaires, par exemple dans les domaines du leasing, de l'assurance et du crédit à la consommation – une attention supplémentaire étant accordée aux pays aux premiers stades de la transition, où ces secteurs restent sous-développés et ne sont pas suffisamment avancés.

La lutte contre la crise actuelle et les mesures à prendre lors de la phase de redressement après la crise deviendront probablement le thème prépondérant durant la prochaine période couverte par le CSC. Il est certain que la crise en cours frappera sévèrement tous les pays d'opérations de la BERD, mais les conséquences seront encore plus marquées dans les pays aux premiers stades de la transition.

Un des principaux risques qu'encourent les pays aux premiers stades de la transition est l'aggravation rapide du chômage, exacerbée par le retour de migrants en grands nombres. La résolution de ce problème devrait constituer un des grands défis des gouvernements bénéficiaires et des acteurs du développement. De notre point de vue, le financement de projets d'infrastructures, ainsi que la fourniture d'une assistance pour la numérisation des économies, pourraient contribuer à atténuer le problème.

L'Ouzbékistan a déclaré publiquement sa détermination à réduire la pauvreté. Nous nous y employons par le développement de l'entrepreneuriat et la création d'emplois ; l'amélioration du climat pour les investissements et les affaires ; la construction d'infrastructures modernes et l'apport d'une aide sociale ciblée à la population sous forme de programmes de recyclage professionnel. À cet égard, tout éventuel appui de la Banque pour nous aider à surmonter efficacement ces difficultés serait bienvenu et apprécié.

Concernant l'expansion géographique vers de nouvelles régions d'opérations, nous nous réjouissons de la demande de l'Irak de devenir un nouveau membre de la Banque et soutenons son accession à ce statut conformément aux termes de la proposition de résolution.

Dans ce contexte, l'Ouzbékistan tient aussi à ce que la paix, la stabilité et un développement économique durable soient assurés dans tous les pays membres de la Banque et au-delà.

Nous attachons en particulier une grande importance au redressement économique de l'Afghanistan et nous avons intensifié notre coopération concernant cette question avec nos voisins d'Asie centrale – à savoir le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan et le Turkménistan.

Enfin, en participant activement au Programme d'aide aux échanges commerciaux de la Banque, qui ne cesse de se développer, nous avons pour ambition d'éliminer les obstacles commerciaux inutiles, de faciliter la libre circulation des biens et des services, de rétablir les chaînes d'approvisionnement qui ont subi des perturbations, pour finir par surmonter la crise actuelle et renouer avec la croissance économique.

Je vous remercie.